

APRÈS LE CHLORDÉCONE, PRENDRE SOIN DES MÉMOIRES : DU JARDIN CRÉOLE AU PROJET DE PAYSAGE

Paysage agricole, ethnobotanique, écologie décoloniale, récits, mémoires, gouvernance

La contamination au chlordécone aux Antilles Françaises, en Guadeloupe et en Martinique, raconte peut-être l'histoire moderne de la domination de l'agriculture monospécifique et de ses conséquences. Ce pesticide, fabriqué aux États-Unis pour lutter contre le charançon du bananier, a été épandu depuis le ciel, par les autorités françaises entre 1972 et 1993. Son usage dans les exploitations bananières au sud-ouest de l'île en Basse-Terre, a eu des effets dévastateurs sur la santé des populations locales, ouvrières et habitantes, ainsi que sur l'économie de certaines cultures vivrières (zones de pêches interdites, d'interdiction de cultiver et de commercialiser les légumes racines...). Le chlordécone a entraîné une pollution des sols, des aquifères, des mangroves, des eaux côtières, et des corps¹. Bien qu'il ne soit plus épandu aujourd'hui, le pesticide a contaminé les sols, frappant la mémoire individuelle et collective en cas de maladie contractée. Les paysages agricoles guadeloupéens apparaissent comme un enjeu majeur pour le vivant, les sols, l'eau, mais d'abord pour celles et ceux qui l'habitent et la cultivent.

Le modèle agricole intensif, dépeint tout un système qui a pris ses racines dans l'exploitation même de territoires à des fins économiques. La question des ressources a été sans limites, si bien que face aux parasites, la réponse était chimique. Comment vivre avec le risque d'habiter un territoire contaminé à l'insu des populations locales, face à un État qui ne reconnaît pas le caractère cancérigène du chlordécone?² La contamination au chlordécone apparaît d'abord comme une crise sanitaire, mais elle soulève aussi de nombreux enjeux et déséquilibres sous-jacents au paysage et à son économie. L'industrie de la banane structure une grande part de l'économie agricole et exportatrice de l'île. Envisager par exemple, une autonomie alimentaire induirait de très nombreux conflits d'intérêts et d'inégalités à différentes échelles, tant les dépendances économiques présumées peuvent être fortes.

Pour de nombreux.es habitant.es et agriculteur.ices locaux, les légumes racines dans le jardin créole sont un élément fondamental à la culture et l'économie des Antilles. Quel avenir pour ces légumes dans les zones polluées, symbolisant tout à la fois une économie locale et un attachement au territoire ? Plus largement, comment concilier protection et décontamination des milieux, et s'assurer de la pérennité d'une économie de petites agricultures ? Peut-il y avoir au moyen du projet de paysage, des manières de prendre soin des différentes réalités économiques et sociales des acteur.ices du territoire, et envisager la co-construction d'un projet agricole adapté aux enjeux sociaux et de biodiversité locale? Un projet agricole au service du territoire, de ses populations et de ses écosystèmes, pouvant dessiner les premiers pas d'une forme de justice sociale et environnementale².

L'agriculture monospécifique témoigne d'un rapport au monde capitaliste et productiviste qui s'est imposé par des trajectoires de domination et/ou coloniales, à une échelle globale depuis une matrice occidentale. Ce qui m'intéresse dans ce travail de fin d'étude, serait d'interroger les modes de gestion, les structures économiques et paysagères en place, qui peuvent raconter la mémoire d'un territoire. Interroger par exemple, la manière dont s'est insérée l'agriculture bananière et son économie, dans la diversité des paysages guadeloupéens. Et d'après quels savoir-faires et mémoires du territoire, d'autres modèles agronomiques pourraient dessiner l'horizon d'une agriculture plus juste et résiliente ?

J'imagine le point de départ de ce travail en Basse-Terre, à l'échelle d'un bassin versant sur la commune de Capesterre-Belle-Eau. L'enjeu serait de partir des micro-scènes du paysage agricole et des récits habitants, pour prendre connaissance de la diversité des modèles en place : exploitation de banane d'export, agriculture locale, jardins habitants et agriculture marine. Peut-être que le projet pourrait se situer dans un transect de pratiques, de réseaux de solidarités et d'écosystèmes, aux interfaces des divers milieux, à la marge du monopole paysager et économique des plantations. Pour cela, je vais m'appuyer sur de nombreuses pratiques et organismes locaux (jardin créole, les Jardins Familiaux JAFA, Caribbean Food Crops Society, GIEE, le Parc National, le collectif Zéro chlordécone, la DEAL, la DAAF, Cirad, Inrae etc).

Depuis cet apprentissage, peut-être que le paysagiste, au moyen de ses savoirs situés³, peut aider à tisser des réseaux de connaissances et de pratiques vivrières en place, leviers d'une économie plus circulaire dans un plan alimentaire territorial.

J'envisage ce travail dans une imbrication multiscale, que confère l'écologie : partir de l'individu.e, rejoindre la communauté, comprendre le milieu, le rattacher au territoire géographique. Comme point de départ, le jardin créole pourrait définir une manière de relationner avec le territoire. Ce système culturel et cultural, montre que c'est bien par la pratique habitante qu'existent des manières de faire soin du paysage, de ses écosystèmes et de ses mémoires. Le jardin créole est usuel, agricole et thérapeutique, et entretient un rapport direct entre l'environnement, sa biodiversité et les humains qui l'habitent.

Confrontée à d'autres situations, hors de la sphère privée, peut-être que cette vision agroécologique, peut devenir un enjeu territorial à l'échelle d'un bassin versant fragmenté par des problématiques de contamination, de marché mondialisé, de foncier etc. En partant du jardin créole, comment peut-on penser un projet de territoire qui tente de dépasser des ruptures biodiversitaires et sociales présumées ?

1. L'exposition chronique au CLD démontre de fortes corrélations avec un retard du développement cognitif et moteur chez enfant, des troubles de gestation, des naissances prématurées et un taux de cancer de la prostate le plus élevé au monde.

2. LE MONDE, *Chlordécone aux Antilles : la justice prononce un non-lieu* : <https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/01/05/la-justice-prononce-un-non-lieu-dans-l-enquete-sur-le-chlordecone-aux-antilles_6156781_3244.html>, janvier 2023.

3. FERDINAND, Malcolm, *Une écologie décoloniale, Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, 2019, édition SEUIL.

4. HARAWAY, Donna, *Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and The Privilege of Partial Perspective*, 1988.